

ELECTIONS LEGISLATIVES A BOUIRA

Guerre des communiqués au sein
des arouch

Les arouch, ou ce qui en reste, veulent épuiser apparemment leurs dernières cartouches en... s'éliminant les uns les autres. C'est du moins ce qui ressort de la guerre des communiqués que se livrent plusieurs personnes se proclamant délégués, par déclarations interposées.

Ainsi, sitôt l'annonce du retrait du candidat délégué Djaâfer Abdedou connue, plusieurs délégués se proclamant comme tels et se disant représenter telle ou telle localité font surface et annoncent l'exclusion de ce délégué qui fait partie, rappelez-le, de la délégation des arouch. Avant-hier, un autre communiqué émanant du comité citoyen de Taghzout, et dont les signataires se proclamant délégués sont pour la plupart des

nouvelles têtes, annonce mordicus l'exclusion de Djaâfer Abdedou de leur comité et du mouvement citoyen pour avoir "trahi la mémoire des 126 martyrs du Printemps noir". Le lendemain, soit samedi dernier, et voyant que les choses sont allées très loin, puisque des individus avaient même essayé à travers des graffitis un peu partout dans la ville de Bouira de salir son nom, ce délégué, appuyé par des délégués des autres comités de la CCCWB, a animé un meeting au niveau de la place publique pour clarifier les choses.

En effet, dans son intervention devant des dizaines de citoyens, le délégué Djaâfer Abdedou a expliqué les raisons qui l'avaient amené à se présenter à ces élections législatives, ainsi

que les raisons de son retrait comme nous l'avions rapporté dans l'une de nos précédentes éditions.

Concernant ses détracteurs, le délégué de la CCCWB dira que ceux qui voulaient son exclusion ne sont autres que ceux qui ont cru un moment à un pot-devin de sa part et qu'ils n'ont pas eu, tant il a toujours combattu ces dérives, alors que d'autres sont, selon lui, ceux-là mêmes qui avaient souillé l'image des arouch au niveau de la wilaya en utilisant la permanence des arouch pour s'adonner à toutes sortes de dérives à l'intérieur, et en usant et abusant de la ligne téléphonique dont la facture a atteint la somme de 200 millions de centimes.

Aussi, et après avoir asséné ces vérités, il annon-

ça sa démarcation des agissements de ces délégués et appela les pouvoirs publics à récupérer le siège de la permanence et de le fermer instantanément.

Par ailleurs, les autres délégués parmi lesquels figurent ceux que Djaâfer Abdedou a stigmatisés ont annoncé dans une autre déclaration leur intention d'organiser à leur tour un meeting, jeudi prochain, dans lequel il sera question des derniers développements et de la préparation des festivités commémoratives du Printemps noir 2001 et du Printemps berbère 1980, en invitant au passage le délégué Djaâfer Abdedou à restituer le téléphone portable que l'Etat avait mis à sa disposition depuis la reprise du dialogue en janvier 2005.

Y. Y.

Revoilà les organisations de masse
pour le soutien au FLN

Après le vent de colère qui a secoué la quasi-totalité des kasmans FLN du pays, une colère somme toute légitime et dans laquelle nous avons cru voir un début d'éveil de l'action militante au sens noble du terme au sein du plus vieux parti, voilà que ceux qui gravitaient autour de ce parti saisissent l'opportunité pour se faire entendre et montrer par là même le degré d'allégeance dans l'espoir bien entendu d'une quelconque dividende.

C'est du moins ce que l'on a enregistré ces derniers jours au niveau du FLN de Bouira. Face à la colère géné-

ralisée de la base et même chez les cadres militants les plus sincères qui avaient cru utile de joindre leur voix à ces contestations en signant des motions de dénonciation, voilà que d'autres individus, qui semblent n'attendre que cet instant, surgissent pour brandir haut et fort leur soutien indéfectible aux listes FLN et à l'actuelle direction du parti.

D'autres encore ont eu l'ingénieuse idée de signer une motion de soutien publiée dans un journal à grand tirage et à coup de millions rien que pour plaire au patron. Et il se trouve que parmi

ces signataires, il y en a même qui prétendaient à un moment chapeauter la liste FLN au niveau de la wilaya de Bouira. Heureusement que l'onde de contestation constatée un peu partout à travers le pays n'est pas l'apanage de la seule wilaya de Bouira. Car, dans cette wilaya, sitôt les uns contestant publiquement la liste et rejoignant ainsi la voix de la base, d'autres sautent sur l'occasion pour soutenir et se replacer. Comme au bon vieux temps de "mou-nadhamat el djamarhihira" (organisations de masse).

Y. Y.

Les indépendants out

Après le filtre de la justice qui avait rejeté, rappelons-le, plusieurs listes des indépendants, nous apprenons de sources fiables que l'administration de wilaya, chargée de l'étude des dossiers administratifs des listes des partis et celles des indépendants, vient de rejeter toutes les listes des indépendants.

Ainsi, à se fier à notre source, et sous réserve de la signature du wali auquel revient le dernier mot dans le

cadre du rejet des dossiers de candidatures, les listes des indépendants qui ont pu passer l'écueil de la justice se sont vu signifier une fin de non-recevoir de leurs dossiers respectifs.

Pour les principales raisons de ce rejet, nos sources parlent du problème des personnes signataires qui auraient été repérées dans plusieurs listes alors que la loi est claire à ce sujet, à savoir qu'une personne ne

peut apporter son soutien qu'à un seul candidat. Par ailleurs, et s'agissant des 22 partis qui avaient déposé les listes au niveau de la wilaya, nous avons appris là aussi qu'au moins deux partis sont éliminés par l'administration ; des partis qui auraient figuré parmi ceux que le ministère de l'Intérieur désigne par le vocable de partis non conformes à la loi, c'est-à-dire n'ayant pas organisé leur congrès de mise en

conformité. Selon nos sources, ce seront, en définitive, et sous réserve de recours que ces candidats indépendants ne manqueraient pas d'introduire, au maximum 20 partis qui seront en compétition au niveau de la wilaya de Bouira pour 8 sièges, dont les plus en vue sont le RCD, le FLN, le RND et, à un degré moindre, le PT, le MRN et Hamas.

Y. Y.

Les arouch d'El Kseur fustigent les délégués
candidats aux législatives

Tout comme la CADC de Tizi-Ouzou, le Comité de la société civile (CSC) de la ville d'El Kseur, ayant abrité la réunion historique du 11 juin 2001 au cours de laquelle fut établi le fameux document des arouch exprimant les doléances des populations de Kabylie au lendemain des sanglantes journées d'avril, s'est clairement "démarqué" de la position des délégués du mouvement ayant opté pour la participation au scrutin législatif du 17 mai prochain. A tra-

vers une déclaration rendue publique, les animateurs du CSC d'El Kseur ont violemment fustigé les "agissements" des délégués qui "utilisent le mouvement citoyen et le sang des valeureux martyrs de la dignité comme rampe de lancement de leur carrière politique".

Tout en rappelant les principes directeurs et le code de l'honneur du mouvement citoyen, notamment les articles 4, 5 et 6 qui représentent le serment du mouvement et de fidélité

interdisant aux délégués "de briguer un quelconque mandat électoral avant la satisfaction pleine et entière des revendications citoyennes de Kabylie", les arouch d'El Kseur ont vivement condamné leurs ex-pairs au mouvement candidats aux législatives "aveuglés par une offre d'un pouvoir mafieux et assassin", lit-on dans le même document.

Le même comité des arouch d'El Kseur a appelé dans sa déclaration "l'ensemble de la population à

faire preuve de beaucoup plus de vigilance pour déjouer, ce qu'il qualifie de manœuvres machiavéliques et préserver les acquis de leur noble combat citoyen".

Par ailleurs, le CSC d'El Kseur devrait annoncer une réunion extraordinaire pour hier avec l'ensemble des délégués et des "fidèles" au mouvement citoyen pour débattre "des mesures à entreprendre et dégager d'importantes décisions".

A. K.

BLIDA
Baisse des prix
de cession
des logements OPGI

Les prix de cession des logements relevant du patrimoine de l'OPGI à Blida ont enregistré une baisse passant de 18 000 DA à 14 000 DA le mètre carré, a-t-on appris auprès du directeur de l'unité. Cette mesure, a précisé la même source, vient en application du décret exécutif d'août 2003 et de l'arrêté interministériel de janvier 2004.

Dans le souci d'informer les citoyens de cette nouvelle mesure, les services de l'OPGI de Blida ont organisé des journées d'information au niveau des différentes cités relevant du patrimoine de l'OPGI en vue d'expliquer aux locataires les conditions et les modalités de cession des biens immobiliers réceptionnés ou mis en exploitation avant le 1^{er} janvier 2004. Ainsi les services concernés ont mis en place, à travers les différents sites d'habitations, des panneaux mettant en relief les démarches et les avantages de cette mesure prévue par la réglementation en vue de permettre aux postulants d'acquiescer leurs logements avec des réductions variant entre 5% et 10%, selon l'option choisie.

Les postulants à l'acquisition des logements et autres locaux à usage commercial ont pu également s'informer, à travers ces journées, des différentes pièces du dossier à fournir pour l'accession à la propriété.

APS

Des agents de sécurité
ferment l'APC de Djebbahia

Une vingtaine d'agents de sécurité, recrutés dans les années 1990 pour assurer la sécurité de l'APC de Djebbahia, située à 30 km au nord-ouest de Bouira, ont été remerciés par la DAL au mois de décembre dernier. Cependant, les malheureux ne se sont rendus compte de cette décision que récemment, puisque malgré cette fin de fonction, l'APC de Djebbahia a continué à les faire travailler normalement et ce, jusqu'à ces derniers jours. En allant s'enquérir de leurs salaires qui ne venaient pas, ils ont appris que la DAL de Bouira, qui assurait jusque-là leurs salaires, avait mis fin à leurs fonctions au mois de décembre dernier.

Aussi, ces agents de

sécurité sont confrontés à un double problème, celui de leur licenciement après un travail dévoué et au péril de leur vie pendant les durs moments qu'a vécus la région, et l'Algérie en général, ensuite, les salaires des quatre derniers mois que personne n'a pu leur expliquer qui devaient les payer.

Dimanche, après avoir saisi toutes les autorités ainsi que les députés, les 19 agents ont décidé de fermer le siège de l'APC et d'entamer une grève de la faim illimitée afin d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur situation. Entre-temps, une délégation s'est déplacée à la wilaya pour exposer ce problème au wali.

Y. Y.

TIZI-OUZOU / DRAA-EL-MIZAN
Les travailleurs du CEM
Harchaoui exigent le départ
du directeur

Le personnel du CEM Harchaoui de Draâ-EI-Mizan a observé, samedi dernier, une journée de grève pour protester contre les agissements du chef d'établissement accusé de harcèlement sexuel contre des enseignantes. Selon un membre de la section syndicale qui a pris attache avec notre rédaction, quatre enseignantes ont témoigné, au cours d'une assemblée générale tenue lundi dernier, avoir fait l'objet d'avances incessantes de la part du mis en cause. Cette grave dérive d'un responsable d'établissement éducatif a fait réagir la direction de l'Education nationale de Tizi-Ouzou qui a dépêché sur les lieux une commission d'enquête pour faire toute la lumière sur l'affaire et prendre les mesures nécessaires en rapport avec les faits avérés. Le secrétaire général du SETE/UGTA de Tizi-Ouzou s'est également joint aux protestataires pour apporter le soutien de son syndicat. D'après notre interlocuteur, les travailleurs n'accepteront pas d'autre décision que celle du départ de l'accusé. "Nous accordons un ultimatum jusqu'à mardi (aujourd'hui) pour que les responsables mettent fin aux fonctions de cet énergumène. Passé ce délai, nous déclencherons une grève illimitée jusqu'à satisfaction de notre revendication", a-t-il averti.

A. A. Y.